



***Combattre l'extrême
droite,
ce mouvement
mortel pour
notre démocratie***

Hier comme aujourd'hui, les syndicalistes doivent être dans l'action contre la propagation des idées d'extrême droite. Au quotidien, dans le cadre du travail mais aussi au sein de nos cercles amicaux et familiaux, la bataille des idées est rude face à une extrême droite en voie de notabilisation en France et multipliant en Europe les alliances politiques avec la droite néolibérale et conservatrice. La banalisation des idées d'extrême droite est un véritable fléau. C'est en partant du passé, de l'histoire sociale, de nos analyses et propositions que nous la combattons résolument. Il est absolument nécessaire de faire savoir à quel point l'extrême droite est dans le camp du capital. Sa stratégie de charme envers les travailleur·ses, en reprenant prétendument des thématiques sociales, ne tend qu'à un objectif électoral. Face à une mondialisation capitaliste sans règles environnementales et sociales justes, l'extrême droite promeut un capitalisme national en se gargarisant même d'être l'ennemi du grand capital et des « *mondialistes et européistes* ». Il n'y a rien à en attendre pour les personnes ne vivant que de leur travail. Leur ambition unique est la conquête du pou-

voir et la mise en place d'un État autoritaire. Le principal mouvement de l'extrême droite, le Front national, rebaptisé Rassemblement national en 2018, a réussi à passer de 4,5 millions de suffrages aux présidentielles de 1995 à 10,6 millions au second tour de 2022. La contamination par les idées d'extrême droite atteint un niveau record depuis la chute du nazisme et la fin du pétainisme. Malheureusement, les femmes, notamment celles issues des métiers précarisés et dévalorisés à prédominance féminine, votent dorénavant autant pour les partis d'extrême droite que les hommes.

La stratégie de normalisation du RN a aussi permis à Zemmour, avec l'aide des médias de Bolloré, d'occuper le terrain de l'extrême droite pétainiste, raciste et fasciste en reprenant les théories de Le Pen père et en utilisant ses amis et ses réseaux. Avec la théorie du « *grand remplacement* », qui ne repose sur aucun fait objectif mais sur l'exploitation des émotions et un racisme assumé, il dépasse 7 % des voix au premier tour de la présidentielle de 2022 et permet à l'extrême droite de dépasser les 32 % (total Le Pen, Zemmour et Dupond-Aignan).

Les questions économiques et sociales, cheval de troie de l'extrême droite

Les questions économiques et sociales sont le cœur de l'ambition de normalisation du RN. Mais, attention, le fil conducteur est toujours la « *préférence nationale* » (rebaptisée « *priorité nationale* »), avec comme fonds de commerce l'immigration, cause de toutes nos difficultés économiques et sociales. Qu'il y ait un, deux ou cinq millions de chômeur·ses, ce sera toujours la faute des immigré·es... Ce vieux parti d'extrême droite, malgré le changement de nom, joue

la partition de l'opportunisme et de la démagogie pour aller chercher le vote populaire. Cependant, au-delà des slogans affichés qui peuvent apparaître comme sociaux, rien ne remet en cause les inégalités et un système profitant aux puissant·es. Sur les salaires, c'est la vieille recette libérale de l'exonération de cotisations sociales patronales qui est proposée, rien sur la hausse du Smic, rien en faveur de la réduction du temps de travail, rien pour de nouveaux droits pour

les représentant·es des salarié·es... Lors du conflit des retraites, le RN a tenté de faire croire qu'il se battait au côté des millions de salarié·es en lutte. Une hypocrisie de plus

avec sa proposition de travailler quarante ans pour obtenir une pension complète. On est bien loin de la retraite à 60 ans, revendication portée par la CGT.

Tête haute, mains propres : qu'en est-il vraiment ?

15 mai 2023 : la Cour européenne des droits de l'homme a débouté une seconde fois l' élu RN Julien Sanchez, qui contestait sa condamnation pour des commentaires sur sa page Facebook appelant à la haine contre les musulmans, qu'il n'avait pas supprimés assez vite.

15 mars 2023 : le RN est condamné par la cour d'appel de Paris à une amende de 250 000 euros pour des faits d'abus de biens

sociaux dans le cadre de campagne électorale.

4 novembre 2022 : le député RN Grégoire de Fournas a été sanctionné d'une « *censure avec exclusion temporaire* », soit l'interdiction de paraître au Palais Bourbon pendant quinze jours de séances, et la privation de la moitié de son indemnité parlementaire pendant deux mois après avoir lancé « *qu'il retourne en Afrique !* » au député noir de La France insoumise Carlos Martens Bilongo.

La violence de l'extrême droite

L'extrême droite se caractérise par une idéologie violente, ciblée contre certaines catégories de la population : immigré·es, racisé·es, LGBTQI. C'est un projet de division des travailleur·ses.

Une des graves conséquences en découlant est le passage à l'acte vers une violence physique contre ces personnes et l'ensemble de leurs soutiens, militant·es d'associations, de partis politiques et de syndicats. L'histoire nous a malheureusement montré que ces agressions, ces meurtres (parfois de masse) sont bien le résultat d'une propagande organisée. Pour autant, cela n'appartient malheureusement pas à l'histoire et la multiplication des actions violentes de l'extrême droite aujourd'hui le prouve.

Le RN, tout comme Reconquête, s'ils arrivaient au pouvoir, mettraient en place une violence d'État, un régime autoritaire comme nous ne l'avons pas connu depuis l'occupation. L'inscription dans la loi, vou-

lue par le RN, de la présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre constitue un signe majeur de ce à quoi pourrait ressembler une société où le « permis de tuer » serait généralisé.

Mais dans le cas de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, la violence ne serait pas seulement étatique. Elle proviendrait également d'une multitude de groupuscules qui se verraient confortés dans leurs actions, se développeraient et se feraient « déléguer » la violence de rue sans être inquiétés par la police. Ces mêmes groupuscules se livrent de plus en plus à des violences contre des personnes, notamment lors de réunions publiques ou manifestations. Plus de 100 événements violents ont été perpétrés par des militants d'extrême droite lors de l'année 2021. Il ne faut donc jamais l'oublier, la violence reste intrinsèque à la pratique et à l'idéologie de l'extrême droite.

L'extrême droite contre les syndicats

La haine du syndicalisme fait partie de l'ADN du fascisme historique et actuel. Il porte un projet de réconciliation entre le capital et le travail, et de négation de la lutte des classes à travers l'anéantissement des syndicats existants. L'extrême droite promeut la création de nouvelles organisations dans lesquelles se retrouvent patrons et ouvrier·es, au service de la Nation. La Charte du travail mise en place par Mussolini en 1927, le décrit très clairement : « *Réconciliation entre les intérêts opposés des employeurs et des travailleurs et leur subordination aux intérêts supérieurs de la production.* »

Le RN est dans la droite lignée de cette tradition corporatiste et cela a pu être inscrit dans plusieurs de ses programmes politiques, comme en 2012 : « *Une grande réforme des syndicats sera mise en œuvre*

[...]. *Des syndicats plus représentatifs [...] seront en effet plus à même d'entrer dans des logiques de concertation constructives et moins tentés de recourir à un rapport de force.* » Aujourd'hui, Marine Le Pen va parler de « *contrôle des finances* » et de « *liberté syndicale* », mais quoi qu'il en soit, un État aux mains du RN s'attaquera directement aux syndicats !

Éric Zemmour a, quant à lui, été plus direct, le 15 février 2022 : « *Mon projet politique c'est la fin de la lutte des classes. Il faut réconcilier les patrons et les salariés dans un intérêt commun.* » Une définition très proche de celle décrite dans la Charte du travail de Mussolini.

Soyons clair·es : le projet de l'extrême droite, c'est la destruction pure et simple des syndicats, et de la CGT en premier lieu !

Le projet absurde et démagogique du RN contre la santé et la démocratie sociale

Construit comme un livret thématique, le projet « M La Santé » de la candidate RN à la présidentielle s'inscrit dans la continuité des propositions du FN pour la campagne 2017. Si la sémantique de la « *préférence nationale* » a été abandonnée, ce vieux mot d'ordre cher à l'extrême droite reste au cœur de leur « projet santé ».

Sur le fond, le RN reste un parti raciste et xénophobe et continue de reprendre les grands classiques de la fraude aux aides sociales et à l'aide médicale d'État (AME). Une AME qui ne représente que 0,4 % des dépenses de santé.

Le RN ne fait pas de propositions chiffrées et détaillées. Sous un habillage parfois séduisant, et toujours démagogique, il se concentre sur des « problématiques » qui n'en sont pas, offrant des constats erronés et portant des propositions en opposition totale avec celles défendues par la CGT. Si le manque de soignant·es et l'effondrement de notre système de santé est évoqué, le développement tous azimuts des logiques capitalistes qui en sont la cause n'est à aucun moment critiqué. Des transformations centrées sur l'efficacité, la rationalisation des dépenses et la fin de la bureaucratie,

chères au patronat, sont même défendues. La réorganisation des urgences est un axe central du programme du RN : « Avec plus de 21 millions de passages aux urgences, leur nombre a doublé en vingt ans. Plus de 40 % relèvent d'une prise en charge par la médecine de ville. » Aussi, c'est dans un partenariat renforcé avec les médecins libéraux·les, dont les pouvoirs et la liberté d'action seraient renforcés, que se trouverait la solution. Seulement, si les gens passent aux urgences, ce n'est pas par plaisir. La prétendue utilisation inappropriée (en réalité de l'ordre de 13 à 27 % des passages) est liée à l'absence de complémentaire ou au recours à la CMU-C, par des patient·es se voyant refuser l'accès à la médecine de ville. Recourir aux urgences est donc plutôt lié à des problématiques socio-économiques mais aussi aux caractéristiques même de la médecine de ville, malheureusement

trop souvent hostile à tout une partie de la population (liberté tarifaire, refus de soins, installations inappropriées...). C'est néanmoins celle-ci que défend le RN en proposant une réorientation des patient·es vers la médecine libérale, le développement de la télémédecine pour « résoudre les problèmes posés par les déserts médicaux » et de simples incitations financières à l'installation des nouveaux·lles médecins, là où il faudrait un plan complet pour la reconstruction d'un maillage territorial garantissant un accès aux soins à toutes et tous.

La CGT défend un droit à la santé avec le développement des centres de santé pratiquant le tiers payant généralisé pour plus de justice sociale. La défense d'une étatisation de la Sécu par le RN contrevient à la logique même de la cotisation sociale défendue par la CGT.

L'extrême droite contre les droits des femmes

L'égalité entre les femmes et les hommes est une exigence forte des salarié·es, quels que soient leur nationalité, genre, orientation sexuelle ou religion. Pendant des décennies, les femmes votaient moins que la moyenne pour le principal parti d'extrême droite. Ce n'est plus le cas depuis 2012, avec l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du FN devenu RN. Elle joue sur son image de femme active, comme d'autres candidates. Éric Zemmour, qui est sur une ligne que l'on qualifiera de « masculiniste » en plus d'être suprémaciste, remet en cause les avancées vers l'égalité de ces dernières décennies. Cela confirme et conforte le choix pour la CGT de mettre l'égalité femmes-hommes au centre de ses propositions, de la nécessité de faire bouger les choses, dans le syndicat, au travail et dans la vie ! Avec une femme à

sa tête, le RN ne défend pas davantage les droits des femmes, même si l'affichage y est. – preuve que la question est devenue incontournable. Ce sont le « communautarisme », « les musulmans » ou les « réfugiés » qui sont pointés du doigt dans le cadre des violences envers les femmes, alors que celles-ci sont présentes dans tous les milieux sociaux. Pour la CGT, le patriarcat (tout comme le racisme systémique, qui peuvent d'ailleurs s'additionner) se combine très bien avec le système capitalisme. Ainsi les métiers du soin et du lien, majoritairement exercés par des femmes, sont dévalorisés, mal payés et avec de très mauvaises conditions de travail. Face aux positions réactionnaires de l'extrême droite il faut amplifier la déferlante féministe pour l'égalité au travail comme dans la vie !

L'extrême droite pointe l'immigré·e pour mieux servir les exploiters

Les courants d'extrême droite ont toujours eu pour objectif de substituer le conflit qui oppose les salarié·es au grand patronat par le conflit qui opposerait les « vrai·es Français·es » aux immigré·es. Éric Zemmour déclarait ainsi en 2022 : « *Face à la folle lutte des classes [...], je serai le président de la réconciliation des classes.* »

Pour y arriver, l'immigré·e est présenté·e comme improductif·ve et dangereux·se, cette thématique demeure au cœur de leur programme. Zemmour a d'ailleurs été condamné, le 17 janvier 2022, pour incitation à la haine pour avoir affirmé que les migrants mineurs isolés « *n'ont rien à faire ici, ils sont voleurs, ils sont assassins, ils sont violeurs* ».

Les grands patrons ne s'y trompent pas. Si Vincent Bolloré, quatorzième plus grande fortune de France, a porté à bout de bras et de chaînes de télévision la candidature de Zemmour, c'est parce que lui, et ses amis, ont un double intérêt à la stigmatisation des immigré·es. Tout d'abord, ces dernier·es sont privé·es de droits le temps de régulariser leurs situations administratives. Elles et ils constituent alors une main-d'œuvre facilement exploitable. De fait, la CGT soutient la régularisation de tou·tes les travailleur·ses sans papiers.

En outre, tant que les salarié·es considèrent l'immigration comme l'un des principaux problèmes, ils ne s'organisent pas pour des avancées sociales. À la CGT, nous savons que ce sont tous les travailleur·ses, immigré·es ou non, qui créent la richesse. Il est important de rappeler que selon un rapport de l'OCDE de 2021, « *dans tous les pays, la contribution des immigré·es sous la forme d'impôts et de cotisations est supérieure aux dépenses que les pays consacrent à leur protection sociale, leur santé et leur éducation.* » Il faut rappeler que la fraude sociale associée systématiquement aux immigré·es par les partis d'extrême droite (RN et Reconquête), représente moins d'un milliard d'euros par an, alors que la fraude fiscale – celle des multinationales – nous coûte plus de 150 milliards par an !

L'extrême droite a tant déshumanisé celles et ceux qu'elle considère comme des étranger·es/des migrant·es, que face aux horreurs de la guerre en Ukraine, le premier réflexe des membres du Rassemblement national et des partisan·es de Zemmour a été de prôner la fermeture des frontières et le non-accueil des réfugié·es.

Le capitalisme, qui sème la guerre et la misère, est le véritable ennemi des salarié·es ; et les courants d'extrême droite, ses alliés.